

Redistribution des cartes dans la ville malléable

Luc Gwiazdzinski

▶ **To cite this version:**

Luc Gwiazdzinski. Redistribution des cartes dans la ville malléable. Espace Populations Sociétés, 2007, 2007-3, pp.397-410. halshs-00550390

HAL Id: halshs-00550390
https://shs.hal.science/halshs-00550390

Submitted on 16 Mar 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



espace
populations
sociétés

space
populations
societies

extrait

extract

ESPACE, POPULATIONS, SOCIETES, 2007.2-3 pp. 397-410

Luc GWIAZDZINSKI

UMR PACTE-Territoire,
Université Joseph Fourrier de Grenoble
Institut de Géographie Alpine
14 bis, avenue Marie Reynoard
38100 Grenoble
luc.gwiazdzinski@ujf.fr

Redistribution des cartes dans la ville malléable

On reconnaissait le citoyen à ce qu'il avait part au culte de la cité
Fustel de Coulange

Nous sommes entrés dans le temps des villes mais chercheurs, professionnels, élus et citoyens continuent souvent à penser, aménager et gérer nos agglomérations avec les outils et les représentations d'hier. Les temps changent : nous devons faire un pas de côté, oublier les cloisonnements stériles pour proposer d'autres clés de lecture et d'écriture sensibles et partagées de la cité. Les évolutions qui affectent les temps et les espaces de la ville nous obligent à changer de regard pour développer de nouvelles approches.

Notre réflexion s'inscrit dans le cadre d'une approche de la ville comme un système complexe[1], imbrication de trois sous-systèmes qui s'articulent les uns avec les autres dans des relations complexes de causalité : *système de localisation* qui désigne l'utilisation du sol ; *système de déplacement* constitué à la fois des flux de biens et de personnes ; *système de pratiques et de relations sociales* des habitants qui désigne le déroulement des activités de citadins[2].

Face à la dictature de l'urgence, à l'agitation quotidienne, à l'éclatement des mobilités, des pratiques et des territoires vécus, nous proposons ici de marquer une pause, de « *donner du temps au* temps » - selon la belle expression de Cervantes - pour aborder les nouvelles temporalités et territoires des individus, des groupes et des populations dans les villes, de revisiter le système urbain à partir de nouvelles figures plus souples avant de dessiner de nouvelles cartes d'identité urbaines qui tiennent compte de nos nouvelles manières, éclatées et mobiles, d'habiter l'espace et le temps.

[1] « Un système est une entité dotée d'une certaine permanence et reconnaissable dans le temps, en interaction avec un environnement spécifique, constituée d'éléments groupés en associations simultanément interactives et se maintenant en état de stabilité dynamique dans des limites définies », *in* D. Pumain, L. Sanders, Th. Saint-Julien (1989), *Villes et auto-organisation*, Economica, 188 p.

[2] BONNAFOUS A., PUEHL H., 1983, *Physionomie de la ville*, Les éditions ouvrières, 165 p.

1. CHANGEMENTS DE RYTHMES

Révolution temporelle

Les temps changent mais nous ne sommes pas toujours conscients des bouleversements subis par nos emplois du temps. Paradoxe : les Français qui n'ont jamais eu autant de temps libre ont pourtant le sentiment d'en manquer[3]. En moins d'un siècle, le temps de travail a été divisé par deux et l'espérance de vie s'est accrue de 60%. Le temps libre a été multiplié par cinq représentant quinze années de la vie d'un homme, contre trois années en 1900. Le temps de sommeil moyen est passé de 9 h en 1900 à 7 h 30. La révolution silencieuse s'accélère. Les rythmes de nos vies évoluent rapidement sous l'effet de plusieurs phénomènes comme l'individualisation des comportements, l'urbanisation généralisée, la tertiarisation, la diminution du temps de travail, la synchronisation progressive des activités à l'échelle mondiale, les technologies de l'information et de la communication et l'évolution de la demande des individus qui veulent souvent tout, tout de suite, partout et sans effort.

Ces mutations ont transformé radicalement nos rapports à l'espace et au temps, changé les rythmes de nos villes et de nos vies, faisant éclater les cadres spatio-temporels classiques de la quotidienneté et les limites des territoires et calendriers d'usage.

Changements de rythmes et d'usages

Les villes s'étalent désormais sans bornes à des échelles qui transforment nos espaces vécus en vastes « archipels » de zones fonctionnelles entre lesquelles, nous nous déplaçons. Les rythmes de ces agglomérations vivantes, peuplées, animées et visitées tendent de plus en plus à se caler sur le fonctionnement continu et international de l'économie et des réseaux[4]. Il n'y a plus de pause dans cette course permanente qui grignote peu à peu la sieste, les repas, le dimanche ou la nuit. Les phénomènes de pointe s'étalent et les périodes de creux s'atténuent. On a de plus en plus de trafic tous azimuts, toutes directions, tous motifs et toute la journée. L'activité urbaine se prolonge plus tard en soirée. L'économie de la nuit se développe[5]. Le week-end autrefois période creuse devient un moment d'hyperactivité, en particulier le samedi après-midi. Dans toute l'Europe, les pressions sont fortes pour banaliser le dimanche. En été, seule la période du 15 juillet au 15 août résiste. Désormais pourtant, on s'active jusqu'au 15 juillet et à partir du 15 août les activités reprennent. Dans les villes touristiques, la moindre activité des habitants est compensée par la montée du tourisme urbain. La figure de *« la ville en continu 24h/24 »* et 7j/7 n'est pas loin.

À une concomitance des espaces et des temps a succédé un éclatement, une disjonction conjuguée à une nouvelle temporalité. Le travail ne synchronise plus la vie de la cité et le « 8h-midi, 2h-6h » qui organisait la vie personnelle et collective semble avoir vécu. Après *« le temps de l'Église »* et le *« temps de l'Usine »*, voici *« le temps des Villes »*. Après la synchronisation par la cloche et la sirène, voici le téléphone portable. Après les temps collectifs de la cité médiévale et industrielle place aux temps pivots éphémères de *« la ville à la carte »*. Les gens utilisent différemment leur temps selon les moments de la journée, de la semaine ou de l'année. L'évolution est particulièrement visible dans les transports où la mobilité hors travail croît et devient complexe, variée et aléatoire ; « zigzagante[6] ». Dans *« la ville à plusieurs temps »*, les déplacements domicile-travail ne représentent plus qu'un quart des déplacements alors que les déplacements liés aux loisirs augmentent de 30%. Alors que de plus en plus de biens et d'informations circulent dans le monde, la mobilité spatiale touche un nombre de plus en plus important d'individus à différentes échelles et en fonction de différentes activités. Outre les travailleurs immigrés au statut peu enviable,

---

[3] 82% d'entre eux aspirent à se reposer. Et pourtant, parmi les Français passés à la RTT, seuls 35% se reposent et 50% investissent dans les tâches quotidiennes (sondage Ipsos).

[4] GWIAZDZINSKI L. (2003), *La ville 24h/24*, Éditions de l'Aube.

[5] GWIAZDZINSKI L. (1998), « La ville, la nuit : un milieu à conquérir ». *in L'Espace géographique des villes*, Anthropos, collection Villes, pp. 347-369.

[6] BONFIGLIONI S. (1997), *« Le politiche dei tempi urbani », in Urbanistica Quaderni*, Collona dell'istituto Nazionale di urbanistica Anno III, pp. 9-13.

on compte plus de 700 millions de touristes internationaux dans le monde. Chaque Français parcourt près de 15 000 kilomètres par an pour ses multiples activités. Entre travail, loisirs, résidence principale et autres lieux de vacances ou de week-end, les Français et les Européens en général passent beaucoup de temps en mobilité sur la route, dans les avions ou les chemins de fer. Dans cet éclatement des espaces vécus, les espaces familiers ne sont plus toujours ceux de la plus grande proximité au domicile ou au lieu de travail principal.
Ces mutations ont également été accompagnées d'un changement de représentations et de valeurs.

Renversement des valeurs
Dans un étrange renversement, l'agitation, la mobilité, l'urgence et la vitesse se sont installées comme de nouvelles valeurs. Autrefois, c'est celui qui avait du temps - citoyen athénien ou aristocrate - qui était important et valorisé. Amour, écriture : on disait que les belles choses nécessitaient du temps. Désormais, réalité ou dérisoire mise en spectacle, du scolaire au retraité en passant par les politiques, tout le monde exhibe les pages noircies de son agenda comme de pathétiques trophées. *« Malheur aux oisifs ! »*
Autrefois, le nomade, symbole de perturbation pour les sociétés locales, était craint. Désormais, c'est plutôt la personne stable - dans son métier, ses amours, ses relations, son lieu d'habitation unique- qui inquiète. *« Malheur aux sédentaires »*, immobiles, assignés à résidence dans leur quartier ou leur emploi à qui on réserve pourtant des réponses en termes de « proximité » comme pour les enfermer davantage. De la cour de récréation à la cantine de l'entreprise, chacun se valorise par la mobilité alors que dans les librairies, les carnets de voyage envahissent les rayons.
Dans cette société de nomades en *« juste à temps »* les injonctions se multiplient. Il faudrait bouger et s'adapter, faire vite ou accepter de disparaître. *« Malheur aux lents »*. Flexibilité, adaptation. Paradoxe : l'individu se trouve contraint dans l'espace et dans le temps par la mobilité et l'urgence. Il faut s'activer, aller vite et loin : *« Active-toi ! »*, *« Bouge ! »*, *« Dépêche-toi ! »*. Mobilité géographique, mobilité professionnelle mais aussi mobilité cognitive. Il faut être capable de se projeter et d'esquisser des futuribles : *« Construis ton projet ! »*. Il ne faut pas oublier le passé et les racines : *« Souviens-toi ! »* Les commémorations se multiplient pour célébrer un passé réinventé et *« marchandisé »* : lieux, temps, devoirs et désormais « rivalités des mémoires ». Seuls le bruit -voire la violence-, le mouvement et la vitesse permettent d'éprouver le temps présent. Ici et maintenant. Impression d'exister masquant mal une difficulté à visiter les passés, à nous projeter, à épaissir le présent et à construire ensemble dans la durée. Il faudrait se dépêcher de bouger vers un improbable avenir et un ailleurs, ou accepter de s'époumoner dans la proximité et le présent, avec les exclus. Pour les décideurs, l'urgence et la proximité deviennent les dimensions privilégiées du temps et de l'espace.
Les paradoxes se multiplient. La société urbaine en mouvement ignore les savoir-faire et savoir-être de populations nomades qu'elle rejette même : forains chassés des centres-villes, commerçants itinérants, gitans renvoyés aux marges de nos agglomérations ou immigrés ballottés au gré des chantiers[7]. Par ailleurs, on propose souvent des réponses en termes de proximité à celles et ceux qui sont déjà en difficulté, les enfermant encore davantage dans leur quartier, leur groupe, leur communauté plutôt que d'assurer leur mobilité. Suprême pied de nez : avec le bracelet électronique, même le prisonnier, autrefois assigné à résidence, devient nomade. Le temps sécateur découpe désormais la société entre ceux inclus qui n'ont plus de temps, ou font semblant d'en manquer et ceux qui en ont trop. L'exclusion se mesure aussi à un emploi du temps presque vide, à une mobilité limitée et à un nombre réduit de contacts. La figure de *« la ville en mouvement »* ne vaut pas partout et pour tout le monde.

Rigidité des organisations traditionnelles
Malgré les discours, le fonctionnement de la cité et des territoires reste encore largement inadapté à ces mutations spatio-temporelles.

[7] In RABIN G., GWIAZDZINSKI L. (2006), *Si la route m'était contée*, Éditions Eyrolles.

La demande éclate et se diversifie, les pratiques évoluent alors que l'offre urbaine - administrations, commerces, services, transports - reste encore dans une large mesure organisée sur des rythmes traditionnels. Il existe également de larges plages de sous-emploi des équipements dues en grande partie à la spécialisation excessive des lieux, au statut de la propriété, aux systèmes d'assurances, à la rigidité dans la gestion du personnel, aux horaires et jours d'ouverture de moins en moins bien adaptés aux besoins des utilisateurs potentiels. La majorité des équipements scolaires sont fermés à partir de 17 heures, une journée et demie par semaine et seize semaines par an. Les musées, les bibliothèques n'ouvrent bien souvent que jusqu'à 18 heures c'est-à-dire dans des plages du temps où la population n'est pas disponible. Les horaires d'ouverture des centres socioculturels, des crèches ou des services administratifs sont de moins en moins en phase avec la demande.

La ville s'étale dans l'espace et dans le temps sans que les outils classiques d'aménagement semblent capables de proposer une quelconque maîtrise de son développement. On parle de *« ville compacte »* ; on rêve *« de faire la ville sur la ville »*, mais nos agglomérations s'étalent et dépassent continuellement leurs limites temporelles et spatiales. On parle de *« mixité »* mais nos métropoles, formidables lieux de rassemblement, sont de plus en plus des lieux de séparation et de ségrégation entre individus ou groupes. La ségrégation ne concerne plus seulement la localisation ou l'accès des lieux de travail, de loisirs, d'éducation mais également l'espace public, la rue et les routes. Outre le « mobile *apartheid* » qui laisse aux populations les moins favorisées et aux femmes[8] l'usage des transports en commun, on constate une séparation de plus en plus grande des flux et de la voierie entre usages différents : trottoir pour piéton, rue pour véhicule automobile, site propre pour tramway, voie pour bus et taxis, pistes cyclables et bientôt peut-être : voies pour rollers, voies pour planches à roulettes... De tels choix s'accompagnent bien entendu d'un arsenal de mesures, d'interdictions, de signalétique et de mobilier urbains dissuasifs : bornes, potelets qui ne sont pas nécessairement garants d'une plus grande urbanité.

Tensions et risques pour les individus et la société

Unifiés par l'information, les hommes n'ont jamais vécu des temporalités aussi disloquées dans des villes aussi éclatées. Confrontés à cette désynchronisation, nos emplois du temps craquent. Nous sommes sous pression, passant nos journées à « zapper » en permanence d'un quartier de la *« ville éclatée »* à un autre, arbitrant entre nos casquettes de consommateurs, salariés, parents et citoyens. Dans *« la ville à plusieurs temps »*, entre accélération et ralentissement, chacun jongle avec le temps entre sa vie professionnelle, familiale et sociale, son travail et ses obligations quotidiennes à la recherche du bon temps. Plus de 30% des Français disent ne plus maîtriser leur temps. Urgence, esprit de compétition exacerbé, agressivité : nous avons tous les signes du *« syndrome de Chronos »*, défini par Denis Ettighoffer, du *« bougisme »* contre lequel bataille Pierre-Henri Taguieff[9] ou de *« l'ergostressie »* que calcule Yves Lafargue[10]. La fatigue, le mal de dos, mais aussi « la fatigue d'être soi » définie par Ehrenberg[11], face à la responsabilisation accrue et aux difficultés d'arbitrage sont des maladies de société. Les technologies de l'information et de la communication qui devaient participer à l'amélioration de notre qualité de vie, n'ont finalement fait qu'amplifier le malaise, nous donnant l'illusion d'ubiquité et renforçant nos difficultés à choisir et à arbitrer entre nos différents statuts.

Nous vivons parfois dans les mêmes agglomérations, nous travaillons peut-être dans les mêmes entreprises, habitons les mêmes appartements et faisons quelquefois partie

---

[8] Voir le vieil adage *« les hommes viennent de Mars et les femmes viennent en bus »*.

[9] TAGUIEFF P.H. (2001), *Résister au bougisme*, Mille et une Nuits, 202 p.

[10] *« Mesure de la charge totale ressentie par un individu, obtenue en tenant compte de la charge physique, de la charge mentale et cognitive, du stress et du plaisir lié aux activités professionnelles et extraprofessionnelles »*, *in* Yves Lafargue, Technomordus, technoexclus, Éditions d'Organisation, 423 p.

[11] EHRENBERG A. (1998), *La fatigue d'être soi*, Odile Jacob, 318 p.

des mêmes familles et pourtant, nous nous croisons à peine faute d'avoir les mêmes horaires. En l'absence de temps collectifs, comment est-il possible dans ces conditions de faire société, de faire ville, entreprise ou famille ? Plus généralement, la dictature de l'urgence, l'hypertrophie du présent et la survalorisation du passé qui caractérisent notre société s'accompagnent d'une incapacité à penser le futur et à se projeter pour construire notre avenir. Sans obligation de rencontres quotidiennes en l'absence d'espaces publics adaptés et de temps vraiment collectifs, la socialisation se fait plus difficilement ou autrement. Il devient difficile de « faire famille », organisation, territoire, ville ou nation quand chacun erre dans ses parcours individuels et ses temporalités comme dans des bulles séparées.

Plus grave, les conflits se multiplient entre les individus, les groupes, les territoires et les quartiers de la *« ville à plusieurs temps »* qui ne vivent plus au même rythme. Nuisances sonores, illuminations : la ville qui dort, la ville qui travaille et la ville qui s'amuse[12] ne font pas toujours bon ménage. De nouvelles inégalités apparaissent également entre populations, organisations et quartiers inégalement armés face à l'accélération et à la complexification des temps sociaux. Dans la ville complexe, la fracture est aussi cognitive. En l'absence de partage de tâches ou de solidarité, les tensions pèsent sur celles et ceux qui ne peuvent se payer des services de temps. Les femmes, les personnes âgées, les étrangers sont particulièrement touchés.

Premières réponses individuelles et collectives

Face à ces évolutions, familles, organisations et territoires s'organisent pour tenter de maintenir un minimum de cohésion et d'échanges. En l'absence de temps communs de repas, ou de travail, des objets comme le congélateur, le magnétoscope, le micro-onde ou le téléphone portable permettent à chacun d'entre nous d'organiser sa propre vie à son rythme, de moins en moins en harmonie avec celui des autres. Croisières, yoga, randonnées mais aussi vide-greniers, brocantes, pique-nique : le succès grandissant de ces loisirs lents va dans le même sens d'une recherche de rythmes plus humains et de temps collectifs. Certains comme les membres de l'association *Slow food* s'inscrivent en rupture et décident de changer de rythme pour retrouver une maîtrise et une qualité de leurs temps.

Confrontés à des mutations, décalages et logiques si contradictoires, les territoires deviennent tout naturellement des champs de bataille, de conciliation, de recherche ou d'expérimentation. Au milieu des années 80, l'Italie a été un des premiers pays à chercher à travailler dans ce sens pour une meilleure qualité de vie et une autonomie accrue des femmes. L'État et les collectivités locales ont mis en place une véritable politique du temps et la loi 142/90 a donné aux maires la compétence en matière de coordination des horaires. Des « Conseils publics du temps », des « Plans horaires », des « Bureaux du Temps » regroupant les principaux acteurs locaux ont été mis en place afin d'améliorer la coordination des horaires. Dans certaines villes, des « Pactes de mobilité » permettent de désynchroniser les horaires des activités professionnelles et d'améliorer la circulation. En Allemagne des « Zeitbüro » ont été créés dans certaines villes alors qu'aux Pays-Bas l'aménagement du territoire prend en compte les temps d'accessibilité aux différentes fonctions urbaines. En France, avec le soutien de la DATAR, plusieurs villes et territoires se sont engagés dans des politiques temporelles. Après Saint-Denis, Poitiers, la Gironde et le Territoire de Belfort, les villes de Paris, Lyon, Marseille ou Rennes ont mis en place des bureaux, agences et maisons des temps. À partir d'une réflexion sur les temps sociaux, l'inégale répartition des tâches entre les hommes et les femmes, sur l'harmonisation des horaires et sur un meilleur fonctionnement des services publics, des outils d'observation et de négociation ont été élaborés, des expérimentations ont été lancées avec les partenaires publics et privés (horaires de services, transports, crèches...) et l'approche irrigue peu à peu les autres actions publiques.

---

[12] GWIAZDZINSKI L. (1999), « Les temps de la ville : nouveaux conflits, nouvelles frontières», Communication au Colloque *Images de villes frontières,* Strasbourg, 7, 8, 9 avril 1999.

Ces stratégies locales ne peuvent pas nous exonérer d'un débat plus large sur notre société où les pressions temporelles s'accentuent et où se renforcent de nouvelles formes d'inégalités sexuelles, sociales, générationnelles ou territoriales. Les politiques temporelles qui s'ébauchent s'appuient sur de longs processus d'observation, de sensibilisation mais aussi d'expérimentation. Ils insistent sur l'approche systémique et multi-scalaire, les outils de collecte et de représentation et permettent d'envisager des transferts possibles vers d'autres territoires urbains ou ruraux et d'autres thématiques liées au développement durable.

Nouvelles temporalités et nouvelles sociabilités

Face à ces évolutions et impasses et au-delà des seules démarches portées par les « bureaux des temps », les usagers des villes s'organisent, et les initiatives fleurissent.

De nouveaux temps collectifs, de nouvelles formes de sociabilités apparaissent. Face à cet éclatement des temps, seule la multiplication d'événements réguliers ou non, de concerts, manifestations sportives ou festivals permet à tout ou partie d'une ville de se retrouver et de maintenir une illusion de lien social[13]. Dans l'urgence et le mouvement, les « inclus» zappent en permanence d'un lieu à l'autre et tentent de se resynchroniser régulièrement pour « dire nous », « faire famille », « entreprise », « ville », « territoire », « communauté » ou « société[14] ». Fêtes, événements, rassemblements, défilés, manifestations se multiplient à toutes les échelles, initiés par différents types d'acteurs. Ces « communautés temporaires » recréent d'autres liens entre individus, groupes et quartiers de la « ville polychronique » qui ne se croisent plus faute de temps collectifs. Les agendas sont pleins mais la surprise surgit encore en *« juste à temps »* grâce aux TIC. Les *raves* organisées dans des friches ou zones rurales dont la localisation était tenue secrète jusqu'au dernier moment ont ouvert la voie. La diffusion des téléphones portables a fait le reste. Pour d'autres personnes, l'exclusion sociale, spatiale et temporelle se renforce encore. Les calendriers de nos « saisons urbaines » se noircissent d'événements, fêtes, festivals ou rites qui célèbrent à la fois la mémoire, l'identité et l'appartenance renouvelée à la ville.

De nouveaux usages de l'espace public émergent selon les saisons, les jours ou les heures. Le pouvoir politique multiplie les manifestations où l'art et la culture sont souvent convoqués : fête de la musique ou du cinéma, Nuits blanches (Rome, Madrid, Paris, Bruxelles, Riga...) Nuit des arts (Helsinki) ou Nuit des musées (Münich...). Le pouvoir économique imprime également sa marque : de l'exposition universelle aux vide- greniers en passant par les foires. « Hypermarchés de Noël » ou Halloween se déclinent à l'envi. La « ville événementielle », éphémère et festive se donne en spectacle. L'événement se transforme parfois en spectacle régulier. La fermeture des voies sur berge le dimanche (Paris notamment), l'interdiction de la ville à la voiture en soirée (Rome), la transformation de promenades en plages de sable aménagées (Paris-Plage...), de parcs en cinémas, ou de places publiques en jardins d'été ou patinoires (Bruxelles) selon les saisons, participent de cet usage différencié de la ville et des espaces publics en fonction des saisons, des jours ou des heures.

À l'initiative des habitants et des usagers, les fêtes qui se multiplient, permettent aux habitants d'un quartier[15], d'une ville ou d'un territoire de se retrouver et de réinventer un « nous », moment où on fait ville, temps et lieu collectifs parfois partagés avec d'autres usagers accourus d'ailleurs. Des manifestations collectives désormais rituelles comme les rassemblements de rollers le vendredi soir, les randonnées urbaines voire les *free parties* qui prennent possession de certains espaces la nuit et obligent les autorités à réagir par des mesures d'interdiction, d'encadrement, de réglementation ou de sécurisation participent de cet usage mixte et alterné des espaces publics.

On assiste à une transformation éphémère des espaces et des temps, voire à une *« customisation »* de tout ou partie de la ville par

---

[13] GWIAZDZINSKI L. (2005), « Le Mouvement plutôt que l'aménagement », *in Culture publique,* opus 2, Les visibles manifestes, Éditions Sens & Tonka, pp.177-187.

[14] GWIAZDZINSKI L. (2004), *in Repenser la ville,* Le Monde.

[15] PERIFAN A. (2005), *Pas de quartiers pour l'indifférence,* La Table Ronde, 170 p.

les artistes. Lors de fêtes, de spectacles de rue, ils s'invitent ou sont convoqués dans la ville, s'emparent de la rue pour la transfigurer. Ils sculptent de nouveaux rythmes, inventent de nouveaux lieux, remplissent les vides et les blancs, transforment les espaces et les temps. L'événement tisse des liens où il n'y en avait pas, crée des communautés là où régnait l'anonymat : « zones d'autonomie temporaires » qui s'effacent de nos mémoires ou s'inscrivent dans les calendriers personnels et collectifs. Bientôt les artistes sont remplacés par les marchands du temple et l'inventivité des débuts par un produit à durée de vie plus ou moins limitée.

La fête est parfois parade et mouvement : *Techno-parade, Gay-pride.* Elle est musiques, lumières, senteurs et saveurs. Qu'elle investisse une rue ou qu'elle parcourre la ville, elle enchante le quotidien, transfigure le réel et humanise l'espace public. C'est la même ville et pourtant c'est une autre. Sublimes artifices. Cette capacité d'enchantement et de mise en désir donne des idées à l'élu et des envies à l'artiste citoyen.

Dans la ville qui redéfinit ses nycthémères, les échelles temporelles et spatiales d'intervention de l'artiste évoluent. Des éphémères paquets cadeaux de Cristo aux créations lumineuses animées de Yan Kersalé, du Pont-Neuf aux quais de Saint-Nazaire, le spectacle continue jour et nuit. Les « artistes lumière » transfigurent la ville, magnifient ou manipulent l'espace urbain nocturne entre musée et « sombrière ». Le cadre spatial s'élargit parfois à l'ensemble de la ville. Dès les années 80, de Houston à Lyon, les spectacles décriés de Jean-Michel Jarre ont imposé une nouvelle scénographie à l'échelle même de la ville. Le bicentenaire de la Révolution en France, le passage du millénaire partout dans le monde, ont été l'occasion de parades gigantesques et d'embrasements spectaculaires qui ont donné des envies d'imitation à tous les niveaux de l'armature urbaine.

Apparition de nouveaux temps collectifs, changement d'échelle, souplesse des usages, sont quelques éléments de la « ville malléable » que nous appelons de nos vœux. Au-delà des constats, il s'agit d'abord de changer de regard sur les nouveaux rapports des populations aux temps et espaces de la ville.

2. NOUVEAU REGARD

Nous devons changer de regard pour imaginer d'autres pistes pour une ville malléable.

Ouvrir d'autres pistes

Face aux modèles épuisés, de nouveaux territoires de recherche et de pratiques urbaines peuvent émerger pour ré-enchanter l'*urbs* et la *civitas*. Aux figures éculées et subies de *« la ville éclatée »* qui peine à trouver des limites et une cohésion, de la *« ville à plusieurs temps »* qui cherche son tempo, de *« la ville à la carte »* consumériste et égoïste, de la *« ville archipel »* de la ségrégation, de la *« ville éphémère »* de l'événementiel, de la *« ville en direct »* des TIC et des medias[16] ou de *« la ville en continu »*, qui risque l'essoufflement faute de rythme, nous souhaiterions opposer la figure volontariste de *« la ville malléable »*, une cité durable que l'on puisse « façonner » sans « qu'elle ne se rompe ». Aux vaines tentatives de maîtrise du développement par l'aménagement de l'espace ou aux premières approches temporelles de la ville qui tentent d'improbables conciliations, nous préférons une approche mixte. Face aux modèles rigides et dogmatiques, nous préférons conjuguer la souplesse et la richesse d'une réflexion qui croise les espaces et les temps.

Imaginer d'autres clés de lecture

Nous devons aborder la ville avec d'autres clés de lecture de la ville : une pulsation d'une heure autour d'un centre urbain attractif plutôt qu'une entité administrative ; un système complexe d'éléments en interaction et pas un empilement d'activités sectorielles ; un système d'horaires et pas un simple cadre spatial ; un labyrinthe à quatre dimensions et pas un simple espace plan ; une ville en

[16] GWIAZDZINSKI L. (2003), *La ville 24h/24, op.cit.*

mouvement, un système de flux ouvert, plus qu'un système de stocks figé, un palimpseste et pas un corps sans histoire, une entité en relation avec son environnement et pas une entité hors sol, une exclave[17], le lieu de vie de tous les usagers (travailleurs, visiteurs, touristes...) et pas seulement le territoire des résidents, un espace-temps malléable pour le bien-être des habitants et des usagers.

Aborder la ville comme un système d'horaires

Système de localisation, système de déplacement et de pratiques sociales, la ville est aussi un système d'horaires[18]. La ville se recompose en permanence selon des rythmes quotidiens, hebdomadaires, mensuels, saisonniers, séculaires mais aussi en fonction d'accidents. Les horaires et les calendriers d'activité donnent le tempo, règlent l'occupation de l'espace et dessinent les limites de nos territoires vécus, maîtrisés ou aliénés. Si la matérialité urbaine, cette carapace artificielle de l'homme constituée par les bâtiments, évolue lentement, des populations s'y succèdent selon des rythmes et des temporalités diverses souvent difficiles à articuler. Certains espaces s'animent, d'autres s'éteignent, certains se vident alors que d'autres s'emplissent, certains ouvrent tandis que d'autres fonctionnent en continu[19]. Dans la même journée, les villes attirent puis expulsent les hommes et les femmes venus pour leur travail, leurs études, leurs achats ou leurs loisirs[20]. À l'échelle hebdomadaire, le calme dominical fait souvent regretter l'animation des jours de semaine mais permet aussi de récupérer des « fièvres du samedi soir ». En juin, les touristes qui envahissent certains lieux annoncent la période estivale pendant laquelle de nombreux habitants auront déserté la ville. Peu de personnes échappent à la frénésie d'achats de la rentrée. En fin d'année, nombreux sont ceux qui ouvrent des yeux d'enfants vers les illuminations de Noël des centres-villes. Les jours froids d'hiver, les rues désertes contrastent avec le souvenir rassurant de la foule qui s'agglutine sur les terrasses dès les premiers rayons de soleil du printemps. On rit parfois des photos jaunies de notre enfance qui nous rappellent que les modes évoluent. Au détour d'un livre d'histoire, les ruines d'une cité jadis prospère prouvent que le temps a parfois raison de l'existence même des plus grandes villes. Limiter l'étude, l'aménagement et la gestion de nos agglomérations à leur seule dimension spatiale est bien réducteur.

S'inspirer du passé

Le carnaval ne nous a pas attendus pour transfigurer l'espace de quelques heures ou de quelques jours les rues de Bâle, Venise, Rio ou Nice. La figure de « la ville éphémère » n'est pas une invention de ce début de 21ème siècle. Les étudiants ont toujours aimé transformer une fontaine en piscine pendant la canicule, égayer une rue calme d'un joyeux charivari ou transformer un jardin public en salle de cours improvisée. Les citoyens n'ont pas attendu l'émergence d'une réflexion sur le temps des villes pour exprimer leur opinion dans la rue, manifester, contester ou se révolter en envahissant les larges avenues autrement livrées aux automobiles. Immobile, le banc public change de statut au fil des heures : lieu de repos pour personnes âgées sur le chemin des courses, lit improvisé pour clochard en passant par de nombreux autres usages : lieux de restauration rapide pour cadre pressé à midi, siège pour jeune maman attentive à ses enfants dans l'après-midi, havre de paix pour amoureux en début de soirée, ou lieu de rassemblement pour les jeunes chevauchant leurs modernes montures en début de nuit. Il y a longtemps qu'outre leur fonction de protection, les murs de nos villes servent alternativement de support aux graffitis ou aux affiches au gré des calendriers culturels, sportifs, associatifs ou électoraux. Sans possibilité de repli sur d'autres infrastructures ouvertes, il y a longtemps que dans les quartiers, les halls d'immeubles se transforment le soir en lieux de sociabilité éclairés et protégés des intempéries. Les concepteurs d'abribus n'avaient peut-être pas toujours imaginé qu'ils constitueraient souvent le seul refuge face aux aléas clima-

[17] Selon le néologisme du géographe Roger Brunet.

[18] GWIAZDZINSKI L. (2007), *Nuits d'Europe. Pour des villes accessibles et hospitalières*, Éditions UTBM, 224 p.

[19] GWIAZDZINSKI L. (2003), *La Ville 24h/24, op.cit.*

[20] GWIAZDZINSKI L. (2000), La Nuit, dernière frontière, *Les annales de la recherche urbaine*, n° 87, pp. 81-89.

tiques et à l'obscurité ambiante. Dans les immeubles les caves changent régulièrement d'affectation... Le cirque, le marché, la foire, les manèges qui égaient encore les places de nos villes, les terrasses, les cracheurs de feu ou les chanteurs amateurs qui nous interpellent chaque été, sont des exemples presque millénaires d'un usage différencié de la ville en fonction des heures, des années ou des saisons, des exemples de la ville malléable. Autres temps, autres lieux, autres usages et autres mœurs.

Anticiper les nouveaux besoins

Au-delà de cet usage différencié spontané dans le temps, de nombreux éléments militent pour le développement d'une réflexion plus systématique autour de la notion de ville et d'espace collectif malléable: les changements de rythmes et d'échelles, l'éclatement des espaces, des temps et des mobilités quotidiennes ; les besoins exprimés par beaucoup d'usagers pour disposer « de tout, tout de suite, partout et à n'importe quelle heure » ; la demande de nombreux citoyens de retrouver des temps et des lieux de co-présence et la volonté des collectivités de maîtriser la croissance exponentielle des villes et de limiter la consommation d'espace.
Pour tenir compte des mutations qui affectent les rythmes de nos vies et de nos villes, la ville et la citoyenneté doivent aujourd'hui être repensées dans l'espace et dans le temps, 7j/7 et 24h/24 en fonction des pratiques et des usagers. Le droit à la ville est aussi un droit à l'espace public pour toutes et tous.

3. POUR UNE VILLE MALLÉABLE

Au-delà de la réappropriation spontanée de certaines parties de l'espace public par les usagers, ou des pratiques millénaires, nous proposons de revisiter le système spatio-temporel urbain autour de la figure de la « ville malléable » qui s'adapte dans ses temps et ses espaces et mélange les figures de la « ville palimpseste[21] » qui superpose différents usages et différentes populations à des moments différents ou de la « ville foraine » qui accueille des usages multiples mais se projette elle-même dans d'autres temps et d'autres lieux.
Dans une société de la mobilité, la ville malléable est aussi une forme de « caravansérail », ce lieu où les nomades font halte le long des voies de communication, un relais sur les routes du monde, un lieu d'échanges fréquenté par les étrangers et tous les accourus d'ailleurs.
La ville malléable est un système souple à quatre dimensions (x, y, z et t) qui peut s'aplatir, s'élever, s'enterrer ou s'étendre dans l'espace et dans le temps, en fonction des besoins de la collectivité des usagers temporaires qui s'y trouvent. Une ville malléable est une ville qui se laisse facilement façonner, une cité où la gouvernance est souple et où un système de citoyens, d'acteurs et de décisions très réactifs travaille en bonne intelligence au service de tous sans craindre d'expérimenter. La ville malléable sait s'adapter, courir et se reposer pour le bien-être et l'épanouissement de la population.
Pour développer une telle approche, il est nécessaire d'aborder plusieurs questions. La notion même d'espace public doit être élargie. Un usage alterné de l'espace doit être imaginé, dans le sens de davantage d'hospitalité, d'urbanité, et d'échanges, de l'échelle des agglomérations à celle de la rue de façon à pouvoir « faire société ». Peut-on parler de ville à propos d'une commune où il n'est plus possible de se restaurer après 22h30 ? Où peut-on encore s'asseoir, boire ou uriner gratuitement dans la ville, de jour comme de nuit ? De nouvelles règles de partage de l'espace public, de nouveaux modes de gouvernance et de conciliation doivent être imaginés. Le mobilier urbain devra évoluer vers plus d'adaptabilité et d'interaction avec les usagers dans le sens de villes et de rues intelligentes. Ces évolutions nécessitent l'invention d'un design urbain adaptable, le développement d'une nouvelle ergonomie de la ville et l'intégration d'une nouvelle

[21] GWIAZDZINSKI L. (2006), in Mobilités, Decaux.

identité modulable. Loin du repli frileux et patrimonial sur la proximité, nous proposons enfin de définir les nouveaux contours d'une *« ville malléable »*, d'une *« carte d'identité présentielle »* et d'une *« citoyenneté* temporaire en mouvement ». La possibilité d'une ville, d'une identité et d'une citoyenneté ici et maintenant.

Approche multiscalaire

La malléabilité doit être envisagée dans l'alternance entre espace de flux et espace de stocks et à différentes échelles temporelles :

- *le très long terme,* c'est le temps de l'aménagement du territoire, on transforme la matérialité urbaine en détruisant ou en construisant des immeubles dans un quartier par exemple ;
- *le long terme,* c'est l'exemple de la reconquête de l'espace public par le piéton à travers des opérations comme « quartiers sans voiture » dans le quartier Vauban à Fribourg ou au centre-ville de Strasbourg ;
- *le plus court terme,* c'est le temps des usages et de la gestion de la ville, quand on met en place une alternance dans les usages à l'exemple de Barcelone avec certains couloirs de bus utilisés en parcs de stationnement la nuit ;
- *le très court terme,* c'est par exemple la prise en charge de la rue par des artistes lors de festivals ou d'interventions.

La malléabilité permet d'imaginer différents dispositifs à l'échelle de la ville, des bâtiments et de la rue : l'ouverture des gymnases et écoles à d'autres usages en soirée et week-end ; la transformation de bâtiments administratifs inoccupés en lieux d'éducation, universités ; une rue passante en journée occupée en soirée par un terrain de basket ou de boules ; un lieu de forum et de débat rétractable, amovible ; des représentations de troupes de théâtre passant d'une rue à l'autre ou des parcours interactifs d'éducation à la ville. Souple, la ville étend ses possibles et reprend ses formes.

Redéfinition des espaces collectifs urbains

Le développement de cette notion de malléabilité passe par un élargissement de la notion d'espace public, support essentiel du vivre ensemble. La définition est trop restrictive qui considère souvent l'espace public comme la partie du domaine public non bâti, affectée à des usages publics, c'est-à-dire une propriété et une affectation d'usage[22]. Nous préférons parler d'espaces collectifs[23], espaces publics ou espaces extérieurs, constitués par l'ensemble des lieux ouverts à tous[24]. Ils sont généralement sous la responsabilité de collectivités publiques mais aussi d'établissements de droit privé. Ils sont le plus souvent en plein air, mais peuvent être partiellement ou totalement couverts. Ce sont à la fois des espaces formels, espaces en creux, définis par les bâtiments qui les bordent et des espaces de vie et de socialisation où se déroulent les activités propres à la vie collective d'une ville. L'espace collectif est le lieu organique essentiel de la cité, son âme. Il comporte aussi bien des espaces minéraux (rues, places, boulevards, passages couverts) que des espaces verts (parcs, jardins publics, squares, cimetières...) ou des espaces plantés. Il s'agit de lieux de circulation et de stationnement, équipements collectifs, transports publics, abords d'équipements, espaces verts, espaces culturels, espaces commerciaux, espaces résiduels, espaces semi-publics, espaces électroniques, espace vertical. L'ensemble de ces espaces peuvent entrer dans une approche de la ville malléable tant en matière de réflexion que de gestion.

Hospitalité accrue de l'espace collectif

L'hospitalité de l'espace collectif et son usage alterné nécessitent que soient remplies les fonctions classiques quelle que soit la configuration et la période concernée :

- *La satisfaction des besoins sensoriels et psychologiques,* la surprise des formes, des événements, la variété qui combat l'ennui, le plaisir, la rêverie, la découverte, la promenade, le bain de foule ou l'isolement, le sentiment de se sentir chez soi, la contemplation, la tranquillité ou

---

[22] MERLIN P., CHOAY F. (1988), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement,* PUF, 723 p.

[23] DE SABLET M. (1988), *Des espaces urbains agréables à vivre,* Éditions du Moniteur, 285 p.

[24] GWIAZDZINSKI L. (1990), Une première approche des barrières dans la ville, Mémoire de DEA, Systèmes spatiaux et Aménagements régionaux, Université Louis Pasteur, 340 p.

le mouvement, la vitesse ou la lenteur, la reconnaissance des lieux et des symboles de la vie collective et de l'histoire, les ambiances ;

- *les relations sociales spontanées et libres,* les démarches individuelles et collectives, les rencontres programmées ou dues au hasard, les échanges d'information, la sécurité, l'attente, la flânerie, la culture, les spectacles, les communications sous les formes les plus variées, l'éducation, l'apprentissage, les jeux... ;
- *Les échanges* économiques, les services, les commerces, les travaux, l'artisanat ;
- *Les déplacements* utilitaires dans des conditions confortables et adaptées à chaque moyen utilisé...

Ces transformations nécessitent d'imaginer de nouvelles règles et outils de régulation et de conciliation qui permettent de limiter les conflits d'usage et de contribuer au bien-être et à l'épanouissement des populations.

Nouvelles règles pour de nouveaux usages

L'usage alterné de l'espace collectif dans le sens de l'hospitalité, de l'urbanité, et du développement des échanges, nécessite que soient posées un certain nombre de questions qui sont autant de chantiers à différentes échelles, de l'agglomération à la rue en passant par le quartier :

- *les règles de partage de l'espace collectif* entre les différents usagers de la ville : résidents, travailleurs, visiteurs, touristes, etc. ;
- *les limites spatiales* (zones) et *temporelles* (journée, soirée, nuit, saison...) de cet usage alterné et la réglementation ;
- *la bonne lisibilité de cet usage alterné* pour des questions de sécurité et de citoyenneté : panneaux, signalétique ;
- *la responsabilité de la gestion de l'alternance* et du calendrier d'usage de l'espace collectif ; jusqu'à présent, les contraintes horaires gérées sont surtout liées aux livraisons de marchandises, au stationnement, aux manifestations festives, aux terrasses, aux commerçants ambulants... ;
- *la définition des Chartes d'usage de l'espace collectif* et de codes de bonne conduite comme le « code de la rue » en Belgique ou le Schéma directeur des espaces publics de Marseille qui vise à normaliser la production et l'usage de l'espace public ;
- *la gestion des conflits* entre utilisateurs temporaires sur les marges, au moment du changement d'affectation comme la « Charte de nuit » de Lille entre riverains, responsables d'établissements, et usagers, bon exemple de politique de conciliation ;
- *l'adaptabilité du mobilier urbain* en fonction des temps et usages différenciés de l'espace collectif : le banc, l'arrêt de bus, le poteau, les bornes rétractables, le panneau d'affichage... ;
- *le péage et le coût d'utilisation des espaces* ajustés en fonction des différents moments de la journée, de la semaine ou de l'année ;
- *l'information et la signalétique adaptables* aux différents usages. Les panneaux de messages variables sur l'offre de dernière minute, la disponibilité en places de parkings, le trafic, les encombrements, les feux rouges, l'information sur les temps d'accès sont des exemples de cette gestion temporelle de la ville qui devrait se développer pour assurer souplesse et malléabilité. C'est aussi un aspect de « la ville augmentée », de « la ville numérique » et intelligente que les urbanistes appellent de leurs vœux.

Ces outils et ces mesures qui vont dans le sens de davantage de flexibilité et de souplesse doivent naturellement être accompagnés de l'affirmation de principes comme « le droit à la ville » ou « l'égalité urbaine ».

Outils de gestion et aménagement spatio-temporel de la ville

Plus largement, nous devons chercher à définir les méthodes et les outils d'un aménagement spatio-temporel équilibré, tant à l'intérieur des agglomérations qu'à l'échelle des réseaux de villes. La prise en compte du temps dans la planification urbaine est une nécessité. Les conflits d'usage qui portaient traditionnellement sur l'affectation de l'espace, concernent désormais l'occupation du temps et la gestion des rythmes urbains. Il s'agit à la fois de protéger des périodes de temps et l'autonomie des temps, de concevoir les différents secteurs de la ville en fonction de leur profil temporel et d'orienter de façon stratégique les tendances en cours pour gérer plus intelligemment le fonctionnement urbain. Question de tempo.

Le projet de ville malléable peut notamment s'appuyer sur des « oasis de temps continu » offrant, de loin en loin, des grappes de services publics et privés (commerces, cabinets médicaux, crèches...), assurant le droit à la ville et installées sur des lieux de flux accessibles sans gêner la ville qui dort[25]. Les lieux de transit (gares, aéroports, stations-service), où les nomades s'arrêtent et se restaurent, sont des sites possibles pour assurer les services de la « ville de garde ». Il s'agit de concevoir une ville accessible et hospitalière où celles et ceux qui sortent la nuit - pour le travail ou les loisirs - puissent le faire dans de bonnes conditions et sans réveiller les autres. Le développement de pôles de services ouverts 24h/24 et 7j/7, aux abords des espaces de flux (gares, stations service...) est une priorité. La plupart des services publics et privés seraient assurés à partir de ces pôles de temps continu bien répartis dans la ville mêlant les fonctions de la ville de garde (sécurité, santé...) et d'autres fonctions actuellement absentes ou réduites le dimanche, durant la nuit ou parfois pendant les périodes de vacances : commerces alimentaires et vestimentaires, culture, restauration, transports publics, administration, culte ou bien-être, voire certains aspects éducatifs ou politiques dans des lieux de flux vivants qui ne gênent pas les autres usages de la ville.

Nouvel urbanisme de la ville malléable

Dans un espace-temps où les notions de sécurité et de liberté sont de plus en plus essentielles, nous devons imaginer un urbanisme de la ville malléable qui s'appuie sur quelques grands principes pour que les cités restent des lieux d'échange et de convivialité attractifs : *l'hospitalité* permanente des espaces publics et du mobilier urbain face à la dureté de conditions de vie ; *l'information* face à un territoire mal connu et appréhendé ; *la qualité* face à un environnement difficile ; *l'égalité urbaine* face aux trop grandes différences entre centre et périphérie ; *la sensibilité* face à la stricte rationalité du jour ; *la variété* face aux risques de banalisation ; *l'inattendu* par l'invention et l'événementiel ; *l'alternance* ombre / lumière face aux risques d'homogénéisation ; *la sécurité* par l'accroissement du spectacle urbain et de la présence humaine plutôt que par les technologies sécuritaires et *l'enchantement* de la ville par l'invention permanente.

Nous proposons également de définir une *nouvelle ergonomie des temps et des espaces* urbains autour des notions de *bien commun,* de *variété,* de *surprise,* de *densité,* de *mixité temporelle* ou d'*inter-culturalité en incorporant les notions déjà développées d'accessibilité* et d'*hospitalité.*

Vers un nouveau vocabulaire et de nouveaux concepts

Compte-tenu de ces évolutions et à partir des données, analyses et travaux menés au cours des dernières années sur les temps de la ville, l'offre urbaine, les mobilités, les nuits urbaines ou la ville foraine[26], nous pouvons commencer à définir un nouveau vocabulaire et préciser quelques concepts :

- *l'architecture temporelle des lieux et des villes* qui renvoie au calendrier d'offres et d'usages de la ville malléable ;
- *les espaces collectifs* déjà évoqués ;
- *les usagers temporaires* de la ville malléable ;
- *les temps collectifs pivots* qui permettent de se resynchroniser, de faire société, territoire, ville ou famille alors même que les grands rythmes collectifs traditionnels se sont effacés ;
- *les zones d'autonomie temporaires* qui créent du collectif et de la perturbation éphémère ;
- *le marquage et les identités temporels* qui structurent les individus et les groupes ;
- *les espaces publics éphémères* qui naissent de ces pratiques temporaires ;
- *les centralités spatio-temporelles.*

Les nouvelles *cultures temporelles, l'usage intérimaire des temps et des lieux,* sont d'autres concepts à préciser qui mettent en évidence une nouvelle façon d'habiter les espaces et les temps des villes et nous obligent à repenser nos cartes d'identité.

---

[25] GWIAZDZINSKI L. (2003), La Ville 24h/24, *op.cit.*

[26] Voir notamment : Nocturnes, les services nocturnes dans les villes en Europe et dans le Monde, PREDIT ; Observatoire de la nuit de Bruxelles (2006) ; Plateforme d'intégration Tourisme et mobilités (2006), INRETS ; Programmes Sustainable Urban Regeneration et *Traveller Assistance for Combined Mobility,* Union européenne, *Rapport Temps et Inégalités* (2005), Ministère des affaires sociales ; Étude, *Quartier durable à Bourtzwiller,* ANRU, EDF ; *Mobilité des jeunes dans les quartiers périphériques,* Ville de Nanterre (...).

4. VERS UNE REDISTRIBUTION DES CARTES

Toutes ces évolutions dessinent les limites de nouveaux espaces et temporalités vécus, maîtrisés ou aliénés qui remettent en cause nos modes de pensées et d'organisation. Nos cartes d'identité doivent prendre en compte nos mobilités, nos temporalités complexes, notre espace vécu éclaté, nos origines et appartenances multiples, nos usages pluriels de la ville malléable et nos besoins en temps réels. Définir une « ville malléable » c'est aussi imaginer l'émergence d'une nouvelle citoyenneté, d'une nouvelle identité.

D'autres limites pour nos démocraties

Les mutations questionnent nos rapports à l'espace et au temps, et interrogent la disjonction de plus en plus forte entre l'*Urbs* et la *Civitas*. Il paraît de plus en plus difficile de justifier le fait de voter dans les circonscriptions territoriales où nous dormons plutôt que là où nous vivons. Notre passage à l'âge adulte se fait par la transgression progressive des limites territoriales. Il est sans doute temps que nos démocraties prennent en compte les nouveaux temps et les nouveaux rythmes de nos vies et de nos villes et intègrent nos mobilités et temporalités complexes.

Des nouvelles cartes d'identité multisites

Les éléments de stabilité se perdent, la famille se recompose et la *« société à la carte »* s'impose. Mobilité et voyage obligent à s'interroger sur la citoyenneté pour imaginer de nouvelles « cartes d'identité ». Notre identité ne peut assurément plus se limiter à notre seul lieu de naissance et d'habitation. À l'échelle internationale, les migrations entraînent le développement des diasporas et de plus en plus de personnes ont plusieurs nationalités. À une autre échelle, habiter prend un sens différent quand on travaille loin de son domicile ou quand on passe la majorité de son temps éveillé en dehors de chez soi ou quand on a plusieurs lieux de résidence. Nous habitons le temps autant que nous habitons l'espace. Avec le numérique, notre identité a déjà migré sur les routes et sur les réseaux : téléphone portable, blogs, sites Internet. métacartes d'identité qui se superposent aux anciennes, mises en scène numériques et animées de nos egos là où hier encore une photo suffisait. Dans *Second life,* monde virtuel en 3D, « univers virtuel persistant » lancé en 2003 à peine, on peut désormais se créer un personnage et une autre vie qui prend parfois le pas sur la première. Les frontières se brouillent, les identités se complexifient.

C'est pourquoi nous proposons de repenser nos cartes d'identité en temps réel, autour des concepts d'*identité plurielle, multisite et présentielle et naturellement temporaire* - ici et maintenant - adaptés à la mobilité et à l'usage éclaté des temps et des espaces.

Une identité plurielle

Notre carte d'identité ne peut se limiter à notre seul lieu de sommeil, de vote ou de paiement des impôts. Notre espace vécu est trop complexe et éclaté pour se suffire d'une seule et unique adresse une fois pour toutes. Le recensement traditionnel qui identifie les citoyens à leur lieu de résidence doit évoluer au bénéfice d'un recensement « présentiel » en mouvement. Les sites touristiques fortement marqués par les rythmes saisonniers et où cohabitent déjà des usagers divers sont les avant-postes de ces réflexions sur la ville de demain et les derniers nomades au savoir-faire et au savoir-être en mobilité doivent être réinterrogés.

Une citoyenneté temporaire et en mouvement

Nous proposons de réfléchir à une « citoyenneté temporaire et en mouvement ». L'Histoire nous a montré qu'une communauté ou qu'une cité pouvait se passer un temps du territoire et de l'ancrage local. Envahie, Athènes se perpétuait ailleurs, sur la mer, dans sa marine. L'idée du message gaullien venu de Londres n'était pas autre. Il faut définir une « citoyenneté temporaire » et en temps réel qui permettrait aux usagers de prendre part à la vie de la cité là où ils vivent, travaillent ou se promènent le plus clair de leur temps, c'est-à-dire en journée. Pourquoi les 400 000 personnes qui passent tous les jours aux Halles ne seraient-elles pas associés aux décisions sur l'aménagement du site au profit des 7000 personnes qui votent et dorment là. Dans les villes, la question du vote des étrangers doit être élargie à la question du vote des usagers,

c'est-à-dire de celles et ceux, travailleurs, visiteurs ou touristes qui passent du temps sur le territoire de la cité. Les technologies qui permettent de nous pister pour surveiller nos comportements ou pour nous faire payer des services en temps réel devraient nous permettre de participer à la vie de la cité et du territoire dans lequel nous passons quelques heures ou quelques jours.

À condition de ne pas créer une citoyenneté à deux vitesses et d'entraîner des discriminations, les « titres de circulation[27] » des gens du voyage ou « *personnes âgées de plus de seize ans qui logent de façon permanente dans un véhicule, une remorque ou tout autre abri mobile et sont dépourvues de domicile ou de résidence fixe depuis plus de six mois* », pourraient servir de point de départ. Toutes ces mutations nous ont fait progressivement passer du statut de migrateur alternant, de nomade, à celui de « mobilien », un nomade intermodal connecté sur le monde, empathique à l'écoute de son environnement, en résonance avec les territoires traversés et les personnes rencontrées. Un être de relations plutôt qu'un autiste. Ouverture ici et maintenant.

CONCLUSION : HABITER AUTREMENT LES ESPACES ET LES TEMPS DE LA VILLE

La figure souple de la ville malléable qu'il conviendra encore de préciser, permet d'anticiper les mutations, d'intégrer progressivement les innovations, de saisir les opportunités, d'imaginer une nouvelle manière d'habiter les espaces et les temps et de construire progressivement de nouvelles identités plurielles et en mouvement avec lesquelles nous devrons composer. C'est un outil qui autorise une meilleure « *imagibilité*[28] » de la ville dans ses temps et ses espaces. La figure de la ville malléable nécessite l'invention d'un design urbain adaptable, le déploiement d'une nouvelle ergonomie de la ville, le développement de nouveaux outils et techniques. Elle contribue à l'apparition d'une nouvelle identité modulable selon les temps, les espaces, les individus et les groupes. Elle permet également d'introduire les technologies de l'information dans la production d'un espace collectif intelligent avec des services interactifs et des usagers en dialogue direct avec leurs voisins ou d'autres territoires. L'artiste qui sait jouer avec l'éphémère, les espaces et les temps, retrouvera naturellement une place de choix dans les mécanismes de co-construction et d'invention d'une société, d'une ville et d'espaces collectifs plus ouverts et plus souples.

La ville malléable a aussi ses limites. Le temps, l'espace et l'individu ne peuvent se laisser enfermer dans une seule dimension d'urgence, de proximité et de consommation. Il est nécessaire de redonner de l'épaisseur au temps, des horizons à l'espace, de la densité aux mobilités et un sens à la citoyenneté. Pas de souplesse, de liberté ni de confort accru sans nouveaux risques d'inégalités entre individus, groupes et quartiers de la ville malléable. C'est pourquoi nous devrons insister sur quelques principes essentiels : le droit à la ville, la participation, l'égalité urbaine et le polycentrisme.

Enfin, la ville malléable est d'abord une question de gymnastique et de souplesse d'esprit. Il n'est pas aisé de changer de costume en permanence ! La ville résiste avec ses habitudes et ses certitudes. Les mentalités des usagers sont parfois plus résistantes que les murs. Quand l'espace collectif, devient salle polyvalente, les questions de gouvernance, d'occupation, de sécurité, de gestion et de responsabilité ne sont pas loin. Et toujours la même question : qui a les clés ?

---

[27] Loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe.

[28] LYNCH K. (1998), L'image de la cité, Dunod, 232 p.

Adresse : *Espace Populations Sociétés*
Université des Sciences et Technologies de Lille
U.F.R. de Géographie
59655 Villeneuve d'Ascq Cedex, France